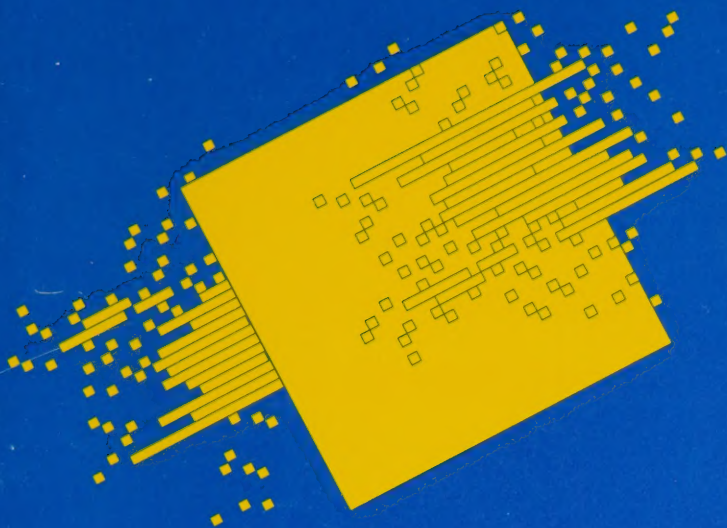


CA2DN
FA
-A56

F+E

OFFICE DES
AFFAIRES
FRANCOPHONES

RAPPORT ANNUEL 1991-1992



OFFICE DES
AFFAIRES
FRANCOPHONES

**RAPPORT
ANNUEL
1991-1992**

Office des affaires francophones
Édifice Mowat, 4^e étage
900, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1C2
Téléphone : (416) 325-4949
Sans frais : 1-800-268-7507
ATM : 325-0017

ISSN 0832-7262
Février 1993

IMPRIMÉ SUR
DU PAPIER RECYCLÉ
ET RECYCLABLE



Table des matières

Lettre au lieutenant-gouverneur de l'Ontario	2
Message du ministre	3
Message du directeur général	4
La communauté francophone de l'Ontario	5
Office des affaires francophones	6
Faire le pont entre le gouvernement et la communauté	7
Conseiller le gouvernement	10
Renforcer la communauté	13
Le partage de nos ressources	15
Que nous réserve l'avenir?	16
Annexe 1	17
(Liste des projets au-dessus de 31 000 \$)	
Annexe 2	18
(Liste des organismes désignés)	
Annexe 3	18
(État des dépenses)	

Lettre au lieutenant-gouverneur de l'Ontario



Minister
Responsible for
Francophone Affairs

Ministre
délégué aux
Affaires francophones

Mowat Block, 4th Floor
Queen's Park
Toronto, Ontario
M7A 1C2
(416) 327-9200
Fax: (416) 327-9188

Édifice Mowat, 4^e étage
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 1C2
(416) 327-9200
Télécopieur: (416) 327-9188

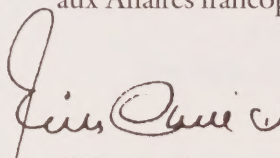
À l'intention de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province
de l'Ontario, l'honorable Henry N.R. Jackman

Monsieur le lieutenant-gouverneur :

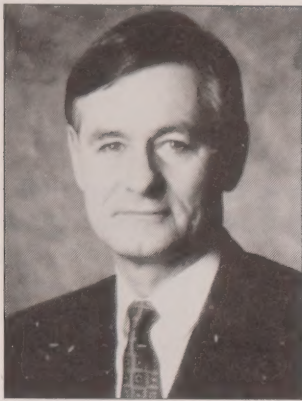
J'ai le plaisir de vous présenter, ainsi qu'à l'Assemblée législative de
l'Ontario, le rapport annuel de l'Office des affaires francophones pour
l'exercice clos le 31 mars 1992.

Recevez, Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'assurance de ma très
haute considération.

Le ministre délégué
aux Affaires francophones,

A handwritten signature in cursive script, reading "Gilles Pouliot".

Gilles Pouliot



Message du ministre

En 1991-1992, la deuxième année de mon mandat, j'ai continué de parcourir la province afin d'y rencontrer des groupes et des citoyens francophones. J'ai rencontré plus de 80 groupes depuis l'élection de notre gouvernement en septembre 1990.

Notre gouvernement adhère toujours à deux principes fondamentaux : l'ouverture et la consultation. Cette année, nous avons consulté la population sur un éventail de sujets, tels que la Constitution, l'équité en matière d'emploi, le budget provincial et bien d'autres. L'Office des affaires francophones a travaillé à responsabiliser la communauté francophone en l'encourageant à participer aux diverses consultations qui se tenaient dans la province.

L'un des grands objectifs que nourrit notre gouvernement est de lancer des projets et des programmes sur lesquels la communauté francophone peut bâtir. Nous voulons que les initiatives que nous prenons à l'intention des francophones témoignent de notre compréhension de leurs besoins particuliers.

Cette année, pour mettre ce principe en pratique, j'ai rencontré plusieurs de mes collègues du Conseil des ministres afin de discuter de dossiers-clés avec eux. Je leur ai dit ce que la communauté francophone pensait, entre autres, de la réorientation des soins de longue durée, des recommandations du Groupe consultatif sur la gestion de l'éducation en langue française, de la réforme proposée des services de garde et de la création de deux nouveaux collèges communautaires de langue française.

J'ai coprésidé également le comité consultatif sur l'élaboration d'une politique culturelle pour les francophones, avec mon homologue à la Culture et aux Communications.

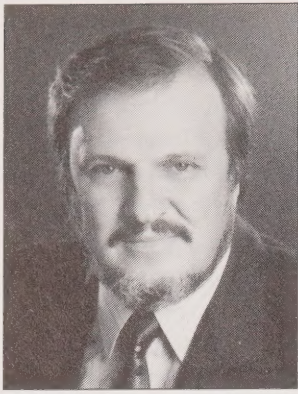
J'ai œuvré aussi dans le dossier des droits linguistiques des minorités à l'échelle nationale en présidant un comité de représentants et de représentantes de la communauté francophone qui, par mon intermédiaire, a conseillé le gouvernement sur les intérêts qu'ont défendu les francophones dans le cadre du processus de réforme constitutionnelle. Notre gouvernement a la ferme intention de continuer à développer sa gamme de services en français parce qu'il croit à la nécessité de protéger les droits de la minorité de langue officielle de la province.

Pendant l'année, l'Office des affaires francophones a continué de veiller au respect de la lettre et de l'esprit de la *Loi sur les services en français*. Nous avons reçu l'appui de nos collègues des autres bureaux gouvernementaux pour la tenue de nombreuses activités conjointes et nous les en remercions.

Dans l'année qui vient, nous continuerons d'honorer l'engagement du gouvernement d'offrir une gamme complète de services de qualité en français. Nous continuerons également de veiller à ce que le gouvernement réponde efficacement aux besoins des résidents et résidentes francophones de l'Ontario.

Le ministre délégué aux Affaires francophones

Gilles Pouliot



Message du directeur général

En 1991-1992, la population a joué un rôle de premier plan dans les décisions gouvernementales. Le gouvernement de l'Ontario a cherché activement à connaître l'opinion des citoyens et citoyennes sur les grands défis que la province est appelée à relever, des soins de longue durée à la formation professionnelle en passant par la réforme fiscale.

La grande priorité de l'Office des affaires francophones aura été d'encourager la communauté francophone à profiter des occasions qui lui étaient ainsi offertes de façonner les politiques et les programmes de leur gouvernement provincial. J'ai donc rencontré de nombreux groupes afin de leur expliquer la mécanique des diverses consultations et pour encourager les gens à y participer. Lorsque l'on planifie des programmes gouvernementaux, les francophones doivent dire ce qu'ils pensent et donner leurs points de vue afin qu'ils répondent à leurs besoins.

L'Office entend continuer à travailler à l'amélioration des services en français offerts par le gouvernement de l'Ontario.

Depuis la conclusion, en novembre 1989, de la période de mise en œuvre de la Loi, il reste encore certaines améliorations à apporter au niveau de la gamme de services en français. Nous avons aidé les ministères à progresser de façon constante vers le plein respect de l'esprit et de la lettre de la *Loi sur les services en français*.

Le gouvernement a investi beaucoup d'efforts cette année à aider et à protéger les gens les plus vulnérables de notre société, comme les enfants, les personnes âgées, les personnes ayant une déficience et les victimes d'agression sexuelle. L'Office s'est assuré en collaboration avec les ministères responsables que l'on allait tenir compte des besoins des membres francophones de ces groupes.

Cette année, nous avons rapproché l'Office de sa clientèle, la communauté francophone de l'Ontario, en lui rendant visite et en allant la consulter à différents endroits de la province. Comme directeur général, j'ai participé à six rencontres régionales afin de revoir les plans élaborés pour désigner, aux termes de la Loi, de nouveaux organismes offrant des services de santé et des services sociaux en français. Le personnel de l'Office s'est de plus rendu dans le nord-est et le nord-ouest de l'Ontario de même que dans la région du Niagara afin de discuter avec les gens de leurs préoccupations.

Nous avons rencontré la communauté à trois reprises dans le cadre de notre planification stratégique. C'était la première fois que l'Office amenait le grand public à participer à cet exercice. Et nous avons aussi présenté à plusieurs ministères le plan stratégique que nous entendions proposer afin d'obtenir la réaction de nos clients gouvernementaux.

L'Office n'a la vigueur que des relations qu'elle entretient avec le personnel de l'ensemble du gouvernement, d'une part, et les membres de la communauté francophone, d'autre part. Je remercie ces deux groupes de nous avoir soutenus en 1991-1992 et je me réjouis à l'idée de renouveler dans les années à venir ce partenariat qui nous unit.

Le directeur général

Rémy M. Beauregard

La communauté francophone de l'Ontario

La présence française a commencé à s'enraciner en Ontario en 1639. Aujourd'hui, plus de 350 ans plus tard, les 547 000 francophones de la province forment la plus grande minorité de langue française hors Québec. Bien que la plupart des francophones de l'Ontario soient de souche européenne, le visage de leur communauté prend graduellement celui d'une société multiculturelle dont les membres sont issus des quatre coins de la planète.

La Loi de 1986 sur les services en français

En novembre 1986, c'est à l'unanimité que l'Assemblée législative de l'Ontario adoptait la *Loi de 1986 sur les services en français*. Cette loi garantit aux citoyens le droit de recevoir de leur gouvernement des services en français dans les régions désignées à cette fin. La Loi est entrée en vigueur en novembre 1989,

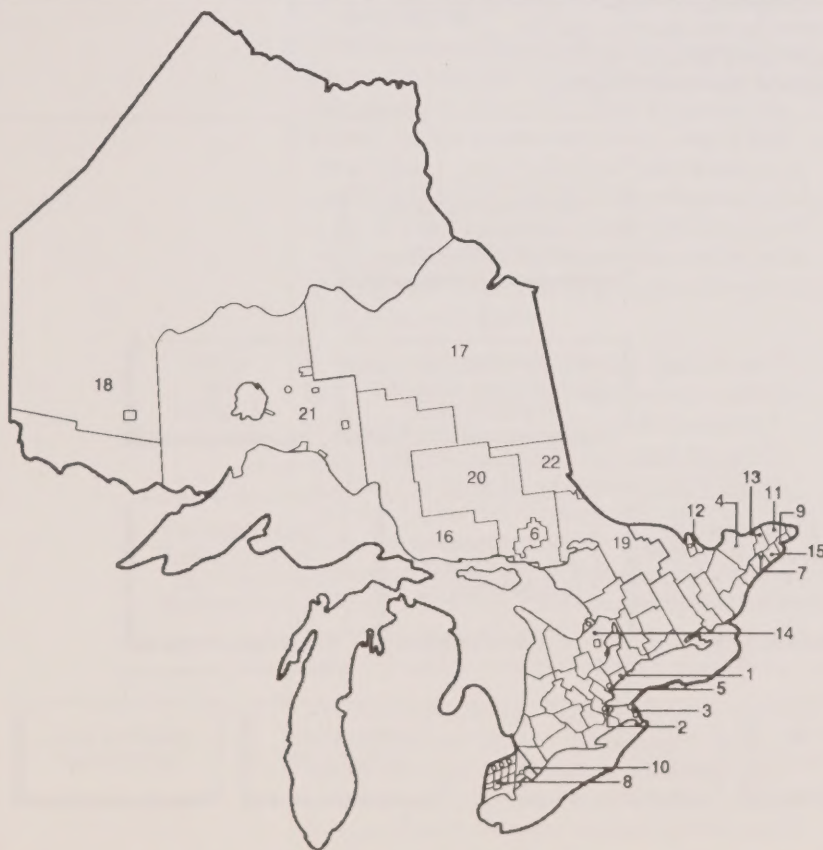
c'est-à-dire au terme de la période de trois ans prévue pour la mise en place des services requis.

Les 22 régions désignées en vertu de la Loi sont celles où les francophones représentent au moins 10 pour 100 de la population, les centres urbains où leur nombre est d'au moins 5 000 et les régions qui étaient déjà désignées.

En vertu de la Loi, les services du gouvernement doivent être offerts en français et en anglais dans les bureaux centraux de tous les ministères et dans les bureaux gouvernementaux qui sont situés dans les régions désignées ou qui les desservent. Il peut aussi bien s'agir des bureaux de délivrance de permis de conduire et d'enregistrement immobilier que de conseils aux entreprises agricoles. La Loi vise également certains organismes publics financés par le gouvernement provincial – comme les hôpitaux, les foyers de groupe et les sociétés d'aide à l'enfance – lorsqu'ils sont désignés à cette fin.

Loi de 1986 sur les services en français – régions désignées

Municipalité ou district	Région
1 Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	la totalité
2 Municipalité régionale de Hamilton-Wentworth	la cité de Hamilton
3 Municipalité régionale de Niagara	les cités de Port Colborne et Welland
4 Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton	la totalité
5 Municipalité régionale de Peel	la cité de Mississauga
6 Municipalité régionale de Sudbury	la totalité
7 Comté de Dundas	le canton de Winchester
8 Comté d'Essex	la cité de Windsor Les villes de Belle River et Tecumseh Les cantons de Anderdon, Colchester North, Maldstone, Sandwich South, Sandwich West, Tilbury North, Tilbury West et Rochester
9 Comté de Glengarry	la totalité
10 Comté de Kent	la ville de Tilbury Les cantons de Dover et Tilbury East
11 Comté de Prescott	la totalité
12 Comté de Renfrew	la cité de Pembroke Les cantons de Stafford et Westmeath
13 Comté de Russell	la totalité
14 Comté de Simcoe	la ville de Penetanguishene Les cantons de Tiny et Essa
15 Comté de Stormont	la totalité
16 District d'Algoma	la totalité
17 District de Cochrane	la totalité
18 District de Kenora	le canton d'Ignace
19 District de Nipissing	la totalité
20 District de Sudbury	la totalité
21 District de Thunder Bay	Les villes de Geraldton, Longlac et Marathon Les cantons de Manitouwadge, Beardmore, Nakina et Terrace Bay
22 District de Timiskaming	la totalité



L'Office des affaires francophones :

qui nous sommes... ce que nous faisons

À titre d'expert en la matière, l'Office des affaires francophones conseille et oriente le gouvernement de l'Ontario face aux services en français et aux relations avec la communauté francophone.

L'Office est constitué de trois directions.

La *Direction des communications et des relations communautaires* encourage le gouvernement et la population francophone à communiquer entre eux. Elle incite les francophones à exercer leur droit de recevoir des services gouvernementaux en français et renforce les communautés francophones par le biais du Fonds de soutien à la communauté et d'un éventail d'initiatives.

La *Direction des politiques et de la recherche* veille quant à elle aux intérêts des francophones de l'Ontario lorsque s'élaborent les politiques et programmes du gouvernement. Elle réalise ou commande des recherches sur les préoccupations d'ordre économique, social et culturel des francophones et s'assure, en collaboration avec les ministères, que les politiques et programmes du gouvernement répondent aux besoins des francophones.

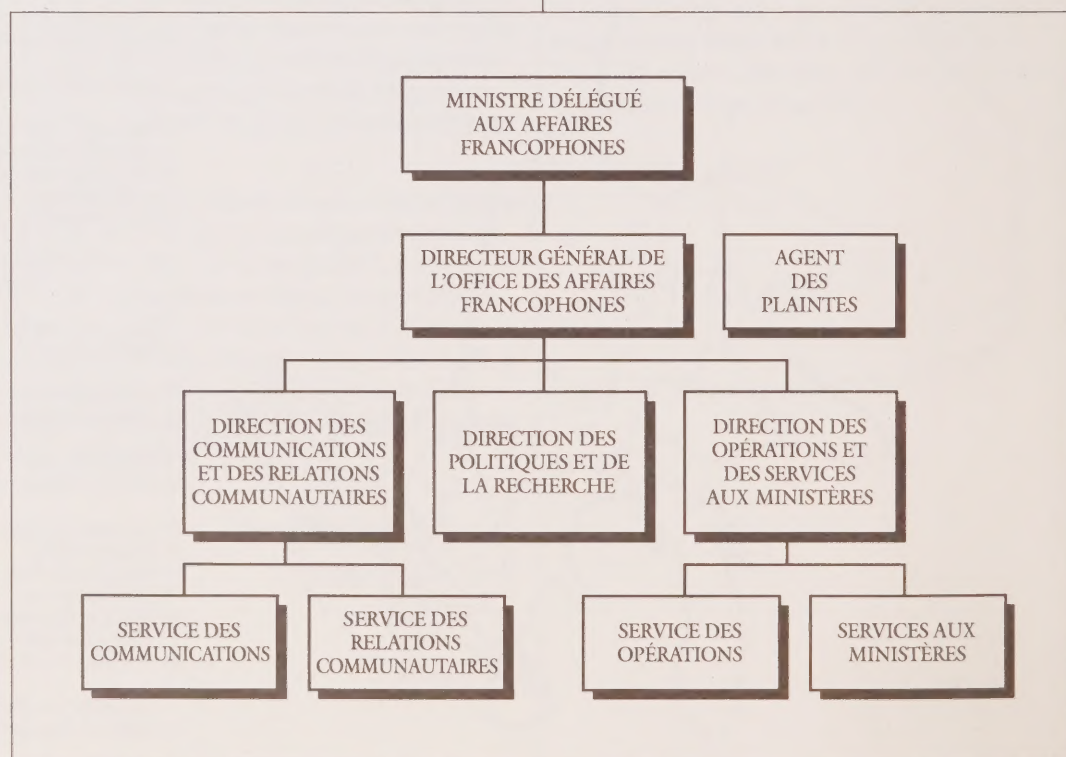
La *Direction des opérations et des services aux ministères* aide les ministères à maintenir, à élargir et à améliorer leurs services en français. Elle surveille la mise en œuvre des services en français au sein de l'appareil gouvernemental et veille à ce qu'au besoin, les ministères apportent les correctifs qui s'imposent. La Direction s'occupe également de l'administration interne de l'Office.

Ajoutons à cela que l'Office traite les plaintes sur la qualité des services en français du gouvernement provincial que lui font parvenir les citoyens francophones.

Dans l'exécution de leur mandat, les directions jouent ensemble quatre rôles-clés :

- faire le pont entre le gouvernement et la communauté
- conseiller le gouvernement
- renforcer la communauté
- partager leurs ressources

Vous trouverez dans les pages suivantes un tour d'horizon de ce que l'Office a réalisé de plus important en 1991-1992 dans l'exercice de ces rôles.



Faire le pont entre le gouvernement et la communauté

L'Office des affaires francophones assure la liaison entre le gouvernement provincial et la communauté francophone. Il renseigne les francophones sur les programmes, les politiques et les activités du gouvernement et il fait part de leurs points de vue et préoccupations au Conseil des ministres et aux ministères.

Encourager la participation des francophones

En 1991-1992, le gouvernement de l'Ontario a demandé à la population de lui faire savoir ce qu'elle pensait de son programme, notamment d'initiatives telles que le budget provincial, la réforme des relations de travail, un nouveau système de formation professionnelle et un régime d'imposition équitable. La population a été invitée à se prononcer lors de rencontres publiques, de groupes de discussion, de sessions individuelles ou de mémoires. Un service téléphonique sans frais a été mis sur pied pour renseigner les gens sur la façon de s'y prendre pour participer au processus.

L'Office a invité la communauté francophone à prendre part aux consultations en plaçant des annonces à cet effet dans les journaux locaux, en les y conviant dans *Coup d'œil/At a Glance*, son bulletin d'information et en organisant des activités de relations publiques. Il a fait valoir aux francophones que participer aux consultations leur permettait d'intervenir avant que le gouvernement n'ait conçu ses politiques.

Le gouvernement encourage également les gens à siéger au sein d'organismes, conseils et commissions. L'Office a fait parvenir à 600 organisations francophones un guide donnant la liste des sièges disponibles afin qu'elles puissent en informer leurs membres. Dans les rencontres qu'il a tenues avec les groupes, l'Office soulignait qu'être nommé à l'une de ces organisations permettait aux francophones de participer de façon importante aux décisions gouvernementales.

Les francophones ont également pris part aux consultations menées sur d'autres questions importantes d'ordre social qui influencent leur vie quotidienne, comme les soins de longue durée, l'équité en matière d'emploi et les services de garde.

Les soins de longue durée sont en cours de planification

L'Office a travaillé, en sa qualité de membre du comité directeur de la consultation sur les soins de longue durée, à ce que les francophones aient accès à des services linguistiques tenant compte de leurs besoins culturels dans le nouveau système de soins de longue durée mis sur pied par le gouvernement.

Après avoir lancé, en octobre 1991, son document de travail sur les soins de longue durée, le gouvernement a mis en branle une vaste consultation qui, une fois terminée en mars 1992, avait attiré 75 000 participants, commandé l'organisation de 2 500 rencontres et mené à la présentation de 1 700 mémoires.

Le gouvernement a consulté, entre autres, les fournisseurs francophones de services et des groupes-clés de clients tels que la Fédération des aînés francophones de l'Ontario pour s'assurer de mettre au point des services appropriés à l'intention de la population de langue française de l'Ontario.

La consultation sur les services de garde commence

Le ministre délégué aux Affaires francophones siège au Comité ministériel sur la réforme des services de garde. Les services de garde en français offrent aux enfants un milieu qui leur permet d'acquérir la maîtrise linguistique et l'éveil culturel qui leur sont nécessaires pour combattre l'assimilation et faire en douceur le passage à l'école primaire de langue française.

Le document sur la consultation menée auprès des francophones explique les raisons pour lesquelles les francophones veulent obtenir davantage de services de garde et jouir d'une plus grande équité à ce chapitre.

Une vaste consultation sur la réforme des services de garde comportant la tenue de 24 rencontres régionales. Cinq de ces rencontres ont été tenues en français sous forme de table ronde. Le public a aussi été invité à faire valoir son opinion par écrit sur le projet de réforme du gouvernement.

L'Office a octroyé une subvention de 14 000 dollars au Réseau ontarien des services de garde francophones pour qu'il produise un énoncé de position et prépare la communauté francophone à participer à la consultation.

L'équité en matière d'emploi

Bien que les francophones soient visés par l'actuelle politique sur l'équité en matière d'emploi dans la fonction publique ontarienne, ils n'ont pas été désignés aux fins de la politique plus large du gouvernement sur l'équité en matière d'emploi dans les secteurs public et privé.

L'Office des affaires francophones et la nouvelle Commissaire à l'équité d'emploi ont encouragé les francophones à participer à la consultation provinciale. Plus de 40 groupes et personnes ont fait des présentations orales et soumis des mémoires lors des séances de consultation tenues en français à Sudbury, à Timmins, à Ottawa et à Toronto.

Forte de l'appui financier de l'Office, l'Association canadienne-française de l'Ontario a aidé les représentants francophones à se préparer aux audiences publiques sur l'équité en matière d'emploi qui se déroulaient en français dans certaines localités. L'Office a également parrainé deux projets de recherche visant à recueillir des données additionnelles sur la communauté francophone.

Ajoutons à cela que l'Office a mis sur pied le Comité de référence des fonctionnaires francophones de la fonction publique de l'Ontario, lequel a présenté un mémoire sur la loi envisagée au Commissaire à l'équité d'emploi. Et l'Office a travaillé à la mise en œuvre de la politique d'équité en matière

d'emploi au sein de la fonction publique de l'Ontario en participant aux comités chargés de la planification de la main-d'œuvre et de la révision des systèmes d'emploi.

La communauté participe à la planification stratégique

La communauté francophone a participé pour la première fois au processus de planification stratégique de l'Office. Un groupe représentatif de la communauté (enseignants, travailleurs des services de garde, membres du clergé, personnes âgées et représentants de grandes organisations francophones) a pris part à trois réunions – une à Toronto, une à Sudbury et une à Ottawa – organisées par l'Office en décembre 1991 et en janvier 1992.

Ces réunions avaient pour but d'aider l'Office à revoir ce qu'il fait et les raisons pour lesquelles il le fait et à réfléchir sur son rôle dans l'avenir. La participation de la communauté a facilité de beaucoup l'établissement des priorités de l'Office. Ainsi, les réunions nous ont sensibilisés davantage aux besoins particuliers des francophones d'autres origines culturelles.

L'Office a également obtenu la participation de ses partenaires gouvernementaux au processus en consultant les cadres supérieurs de plusieurs ministères. Nous prévoyons rendre le plan stratégique public et tenir des sessions d'information à ce sujet en 1992-1993.



Denis Bertrand de l'OAF, en compagnie de Jocelyne Blais-Breton, coordonnatrice des services en français à l'Hôpital général de Welland et de Josée Lamarche, agente de développement communautaire à l'ACFO-Niagara lors d'une présentation sur la Loi sur les services en français à l'École Général Vanier de Welland

La campagne publicitaire, un outil de sensibilisation

Comme l'offre de services gouvernementaux en français est un phénomène assez récent, il faudra mettre un certain temps pour que la communauté utilise pleinement toute la gamme de services qui lui sont offerts. Cette année, l'Office a mené sa troisième campagne de publicité-médias et de relations publiques visant à encourager les francophones à utiliser le français dans leurs échanges quotidiens avec le gouvernement provincial.

Des annonces ont été placées à la télévision, à la radio et dans les journaux à l'automne de 1991 pour diffuser le message «Passe le mot : En français, l'Ontario a ce qu'il faut !» (Pass the word: In French, Ontario has what it takes!). Cette année, l'Office a également fait appel aux radios communautaires de langue française pour communiquer son message.

Pour appuyer le volet médiatique de sa campagne, l'Office a produit plusieurs outils promotionnels tels que des affiches et des calendriers qui ont été distribués dans la communauté. De plus, des activités de relations publiques ont été mises sur pied avec l'appui des organismes francophones.

Se rapprocher des gens en région

L'Office a fait un effort spécial cette année pour nouer des liens avec les communautés francophones situées hors des grands centres.

Le directeur général de l'Office a tenu six réunions régionales avec des cadres supérieurs de la fonction publique afin d'étudier les plans de désignation d'organismes de santé et de services sociaux en vertu de la *Loi sur les services en français*. Ces réunions ont eu lieu à Windsor, à Welland, à St. Catharines, à Sault-Ste-Marie, à Hamilton et à Kingston.

De plus, des membres du personnel de l'Office se sont rendus dans les régions de Kirkland Lake, de Longlac et de Welland, situées respectivement dans le nord-est, le nord-ouest et le sud de la province, afin, entre autres, d'y encourager les gens à se prévaloir des services en français. Ils y sont aussi allés pour prendre le pouls des gens de ces régions sur les services en français et d'autres sujets.

Ils ont visité des centres pour personnes âgées, des écoles et des centres culturels et, à leur retour, ont fait part aux ministères concernés des préoccupations formulées par les citoyens et citoyennes de ces endroits.

Réactions de la clientèle

Les gens insatisfaits des services en français du gouvernement ont droit de porter plainte selon la *Loi sur les services en français*. Le ministre délégué aux Affaires francophones a le pouvoir de faire enquête sur les plaintes et d'y répondre. Aux termes de la Loi, il est également du devoir des sous-ministres de voir à ce que leur ministère offre des services en français et à ce que ceux-ci soient de qualité.

En 1991-1992, l'Office a reçu en tout 281 plaintes, comparativement à 298 en 1990-1991. Les plaintes qui lui ont été présentées cette année se divisent en cinq catégories : publications, services téléphoniques, correspondance, services au comptoir et autres.

Le système des plaintes permet au gouvernement provincial et la communauté francophone d'être en contact. Il permet aux ministères d'obtenir de l'information qui les aide à améliorer de façon constante leurs services en français, et ce conformément à l'objectif que le gouvernement s'est engagé à respecter dans la prestation des services aux clients : celui de l'excellence.



Rémy M. Beauregard, directeur général de l'OAF, en compagnie de Josée Létourneau, agente preposée aux subventions, à côté du kiosque de l'Office lors du Festival franco-ontarien à Ottawa.

Conseiller le gouvernement

L'un des rôles principaux que l'Office est appelé à jouer est d'aviser le Conseil des ministres et les ministères dans l'élaboration de leurs programmes et politiques en matière d'affaires francophones et de venir en aide aux ministères dans la prestation de leurs services en français.

Les organismes sont plus nombreux à garantir des services en français

Les organismes qui reçoivent des fonds du gouvernement, comme les hôpitaux, les maisons de soins infirmiers et les centres de counselling, offrent de nombreux services publics. Ces organismes peuvent être désignés comme des organismes de services publics en vertu de la *Loi sur les services en français* s'ils s'engagent à fournir leurs services en français. La désignation d'un organisme assure à la communauté francophone l'obtention de services continus dans sa langue.

Pour être désigné, un organisme doit prouver sa volonté et sa capacité d'offrir en permanence des services en français qui soient à la fois accessibles et de grande qualité. Il doit également compter des francophones dans son conseil d'administration et dans son personnel cadre pour être en mesure de s'attaquer aux préoccupations de la communauté francophone.

L'Office des affaires francophones étudie les propositions de désignation que lui présentent les ministères et conseille le gouvernement sur la marche à suivre si les critères sont respectés. Sur recommandation de l'Office, le Cabinet adopte un règlement pour désigner les organismes.

Cette année, le gouvernement a désigné 13 autres organismes de services publics, ce qui portait leur nombre à 84, et changé la désignation de deux hôpitaux du statut de pourvoyeur partiel à celui de pourvoyeur complet de services en français.

Les organismes nouvellement désignés sont situés dans le nord-est et l'est de l'Ontario et sont financés par le ministère de la Santé et celui des Services sociaux et communautaires (liste des organismes désignés en 1991-1992 en annexe).

Au nombre des organismes désignés cette année se trouvent l'Hôpital Laurentien (un important établissement de soins de santé de 354 lits) et les Services sociaux du district d'Algoma (la première commission de district pour l'administration de l'aide sociale à recevoir la désignation). De plus, cette année, le gouvernement a désigné les deux premières maisons de soins infirmiers en vertu de la Loi.

On a besoin de professionnels de langue française

L'Office préside le Comité interministériel sur la pénurie des professionnels francophones. Ce groupe cherche à faire augmenter le nombre de professionnels francophones là où le besoin s'en fait sentir, à savoir la santé, les sciences, les services sociaux et le génie. Le Comité étudie les questions de la formation, du recyclage et du recrutement et essaie de trouver des moyens d'encourager les professionnels francophones à aller travailler dans le nord de l'Ontario et d'autres régions sous-desservies de la province.

L'Office est également membre du Comité interministériel sur la pénurie des professionnels francophones de la santé du ministère de la Santé. Ce comité s'est donné comme premier objectif de former un bassin adéquat de professionnels francophones de la santé.

Dialogue sur les questions constitutionnelles

Le ministre délégué aux Affaires francophones a mis sur pied le Groupe consultatif sur la Constitution de façon à entretenir avec la communauté francophone un dialogue constant sur la question et, de ce fait, être en mesure de conseiller le gouvernement sur les intérêts que défendent les Ontariens et Ontariennes de langue française dans le débat constitutionnel. L'Office a également invité les francophones à participer à l'assemblée constituante organisée en octobre 1991 par le Comité spécial sur le rôle de l'Ontario au sein de la Confédération, mis sur pied par l'Assemblée législative.

De nouveaux collèges communautaires

Devant l'exemple de réussite qu'est La Cité collégiale, le premier collège de langue française de l'Ontario, situé à Ottawa, le gouvernement provincial a récemment endossé les recommandations qui lui ont été faites de mettre sur pied deux nouveaux collèges francophones, un dans le nord et l'autre dans le centre-sud-ouest de la province. L'Office des affaires francophones siège au sein du comité interministériel sur la stratégie en matière de collèges de langue française et travaille en étroite collaboration avec le ministère des Collèges et Universités à ce dossier. Le ministère négocie également avec le gouvernement fédéral en vue d'obtenir l'aide financière dont il a besoin pour créer les collèges proposés.

La gestion de l'éducation en français

En 1990, le gouvernement ontarien a créé le Groupe consultatif sur la gestion de l'éducation en langue française pour qu'il le conseille dans les dossiers de la gestion scolaire en français et de la mise sur pied de nouveaux conseils scolaires de langue française en Ontario.

Dans son rapport, le Groupe recommandait la création de conseils scolaires de langue française locaux, de district et régionaux qui, ensemble, permettraient de dispenser un enseignement en français à tous les élèves francophones de la province, et proposait d'apporter une série de changements aux mécanismes de financement de l'éducation.

Pendant que le gouvernement étudie les recommandations du Groupe, l'Office consulte régulièrement le ministre de l'Éducation afin d'analyser des options.

L'Office fait également connaître le point de vue des francophones au comité interministériel chargé de revoir la question du financement de l'éducation, dont il est membre.

Un conseil indépendant pour gérer la formation

Le gouvernement a annoncé son intention de former un conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre (COFAM) indépendant afin de gérer les programmes de formation professionnelle et d'adaptation de la main-d'œuvre. L'Office, qui siège au comité interministériel sur le COFAM, a conseillé le gouvernement à la fois sur le contenu des propositions relatives au COFAM et sur la façon d'aborder ces questions dans ses communications avec la communauté francophone.

Une consultation exhaustive s'est enclenchée à la fin de 1991 avec la parution d'un document de travail sur les propositions gouvernementales. Un comité de direction francophone auquel siègent des représentants des gens d'affaires, des syndicats, de la communauté, de la formation professionnelle et de l'enseignement, des femmes et des minorités raciales, a été créé pour coordonner la participation des francophones à ce processus consultatif.

L'Office siège également à un comité interministériel sur l'Entente Canada-Ontario sur la mise en valeur de la main-d'œuvre, signée à l'automne de 1991. Cette entente décrit la façon dont les deux ordres de gouvernement entendent collaborer pour former la main-d'œuvre ontarienne. L'Office conseille le comité sur les types de programmes de formation et d'adaptation qu'il devrait favoriser pour répondre aux besoins des francophones à ce chapitre et pour les aider à donner leur pleine mesure au sein de la population active de l'Ontario.

Évaluation des acquis expérimentiels

L'évaluation des acquis expérimentiels fait référence au concept voulant que l'on accorde aux personnes qui veulent étudier dans un collège communautaire des crédits équivalant à leurs expériences d'apprentissage informelles, comme le bénévolat, la garde d'enfants à la maison ou l'autodidactisme.

Un tel système faciliterait l'entrée au collège de bon nombre d'adultes – dont ceux de la communauté francophone – et les inciterait sans doute à s'y inscrire. L'Office siège à un comité interministériel chargé de conseiller le gouvernement sur les besoins des francophones dans ce domaine.

Une politique culturelle à l'intention des francophones

En avril 1991, le ministre de la Culture et des Communications a créé un groupe de travail, formé de représentants de la communauté, sur la vie culturelle des Ontariens de langue française. Ce groupe a tenu des réunions de consultation aux quatre coins de la province et a soumis ses recommandations en septembre.

Un comité consultatif, coprésidé par le ministre délégué aux Affaires francophones et la ministre de la Culture et des Communications, a eu la responsabilité de préparer un plan de mise en œuvre d'une politique culturelle qui soit à même de mieux répondre aux besoins des francophones.

Le groupe, dont font partie des représentants des arts visuels, des arts de la scène, de l'édition, des centres culturels, des groupes de jeunes, des minorités raciales et du gouvernement, recommanderont aux ministres un plan précis devant mener à la mise en œuvre d'une politique culturelle à l'intention des francophones de l'Ontario.

Une vue d'ensemble du gouvernement

L'Office surveille la prestation des services en français dans l'ensemble du gouvernement. Ce poste d'observation unique lui permet de se faire une idée de l'évolution globale des services en français et de savoir quand il faut intervenir pour corriger une tendance ou un problème.

Cette année, pour favoriser la collaboration à l'échelle du gouvernement, l'Office a convoqué les coordonnateurs des services en français de tous les ministères à quatre réunions et a organisé deux forums à leur intention. Ces rencontres ont été des occasions par excellence d'échanger de l'information et de discuter de questions diverses.

Chaque année, l'Office fait le point sur la situation des services en français dans tous les ministères en prêtant une attention particulière au plan de ressources humaines de chacun. Cette année, l'Office a créé une base de données sur les ressources humaines, qui aidera à mieux évaluer la qualité des services en français offerts par le personnel des ministères.

Grâce à la base de données, il sera dorénavant beaucoup plus facile pour l'Office de surveiller la prestation des services en français. L'Office pourra s'appuyer sur les statistiques tirées de cette base pour se prononcer sur l'état des services en français à l'échelle du gouvernement.

De nouvelles options pour la prestation de services en français

Bon nombre de ministères et d'organismes ontariens proposent eux-mêmes d'autres façons d'offrir les services au public. Ces autres modes de prestation visent à augmenter l'efficacité des services, à travailler en partenariat et à faire participer la communauté.

Cela va de la conclusion d'arrangements avec d'autres niveaux de gouvernement à la préparation de plans d'offre conjointe de services au public avec des organisations non gouvernementales. Il a également été proposé que le gouvernement partage ses responsabilités à cet égard avec des organisations non gouvernementales en créant des partenariats ou en coparrainant des projets avec elles.

La mise en œuvre de ces solutions doit se faire dans le respect intégral du droit à l'obtention de services en français. Les services en français doivent être accessibles et se conformer aux normes de qualité prescrites, quel que soit leur mode de prestation.

Après avoir consulté les ministères, l'Office a émis des directives sur les critères en matière de langue française que doivent respecter les services gouvernementaux offerts soit par des organismes non gouvernementaux soit avec leur concours. Ce document établit des principes généraux qu'il faut appliquer et interpréter au cas par cas.

Renforcer la communauté

L'Office appuie les activités à but non lucratif, favorise le développement des organisations communautaires et encourage le réseautage entre les organisations francophones. Il cherche à renforcer la communauté afin que les francophones puissent voir leurs aspirations se réaliser.

Des subventions accordées pour des projets sans but lucratif

En 1991-1992, le Fonds de soutien à la communauté de l'Office a versé 1 039 500 dollars en subventions pour la mise sur pied de 95 projets sans but lucratif destinés à améliorer les services en français ou à fortifier les collectivités francophones.

C'est ainsi qu'une subvention a permis au Cercle afro-canadien de l'Ontario, sis à Toronto, de produire un bulletin d'information mensuel à l'intention des Afro-Canadiens. *Africana*, lancé en juillet 1991, s'intéresse à la vie politique au Canada et en Afrique, à la scène culturelle, aux activités communautaires et aux questions sociales.

Le Fonds a également accordé une subvention de démarrage à l'Association interculturelle franco-ontarienne, une des voix de la communauté multiculturelle francophone. L'Association a des membres qui sont originaires d'Haïti, du Zaïre, du Maroc, du Soudan,

de la Tunisie, du Sénégal, du Liban et d'autres pays où l'on parle le français.

La subvention l'a aidé à se mettre sur pied, notamment à embaucher un coordonnateur à temps plein et à tenir une réunion de consultation pour arrêter un plan d'activités.

De plus, l'Office a aidé la Chambre économique de l'Ontario à planifier une conférence d'envergure sur les besoins des francophones, qui a eu lieu en avril 1992 à Ottawa. Il s'agissait de la toute première activité provinciale de cette nouvelle organisation francophone. Le groupe s'est donné comme mandat de favoriser l'expansion économique chez les francophones. En sa qualité de membre du comité de planification de la conférence, l'Office s'est assuré la participation d'autres ministères à ce projet, pour lequel il a consenti une aide financière.

L'aide fédérale à la province, ça continue

Les gouvernements fédéral et provincial partagent les coûts des projets développés par les ministères ontariens pour améliorer la prestation de leurs services en français. En 1991-1992, l'Entente Canada-Ontario sur la promotion des langues officielles fêtait la quatrième des cinq années que dure l'accord.



Au centre, le ministre délégué aux Affaires francophones, Gilles Pouliot, avec des représentants de l'Association interculturelle francophone de l'Ontario.

Cette année, le gouvernement fédéral a injecté 1,6 millions de dollars et la province, 2,5 millions de dollars, dans 18 projets présentés par 10 ministères. L'Office des affaires francophones coordonne la participation de l'Ontario à cette initiative.

On compte parmi les projets financés cette année la traduction des règlements provinciaux par le ministère du Procureur général, la tenue d'une campagne de promotion par le Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred et le développement de services en français à Science Nord. L'Office a également appuyé **Partir d'un bon pas pour un avenir meilleur**, un projet à long terme que le ministère des Services sociaux et communautaires a lancé dans le but de faire l'essai de nouveaux moyens de rompre le cycle de la pauvreté.

Des services d'aide aux victimes d'agression en phase de planification

Dans le cadre de la Stratégie sur l'agression sexuelle lancée par le gouvernement, l'Office des affaires francophones a reçu des fonds pour, d'une part, mettre en place des services en français dans les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle qui sont situés dans les régions désignées ou qui les desservent et, d'autre part, améliorer ces services s'ils existent déjà. Ce programme de subventions est administré conjointement par le ministère du Solliciteur général, l'Office des affaires francophones et la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario. L'Office participe activement au Comité interministériel sur l'agression sexuelle, que préside la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario.

Il est question de services tels que la formation de bénévoles francophones pour le counseling et les appels de détresse, de la préparation de matériel en français et de la traduction de documents d'éducation publique et d'information.

Cette année, les centres ont réalisé des études pour connaître les besoins locaux. En se basant sur ces résultats, ils vont s'affairer au cours des deux prochaines années à préparer des plans de mise en oeuvre et à les exécuter.

Toujours en vertu de la Stratégie sur l'agression sexuelle, l'Office consent également aux organismes francophones des fonds destinés à l'organisation de campagnes d'action dans le milieu et de sensibilisation publique. En 1991-1992, l'Office a accordé à cette fin 230 733 dollars aux six organismes à vocation communautaire que voici : le groupe Action ontarienne contre la violence, le Réseau des femmes du sud de l'Ontario, Direction Jeunesse, la Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien, l'Union culturelle des Franco-Ontariennes et la Fédération des femmes canadiennes-françaises de l'Ontario.

Priorité aux logements axés sur les besoins culturels

Les francophones de l'Ontario cherchent à obtenir davantage de logements sociaux en milieu francophone et une gamme élargie de services en français dans ce secteur. Voilà pourquoi certaines organisations ont réclamé des changements aux règlements qui régissent le placement dans certains types de logements et les transferts entre logements.

L'Office a soutenu les groupes francophones qui ont formé une coalition dans le but de présenter au gouvernement leur position sur la problématique du logement. Nous avons facilité l'établissement d'un dialogue entre la communauté et le ministère du Logement afin que les deux parties en arrivent à trouver des solutions qui combleront les besoins des francophones.

Le partage de nos ressources

L'Office met à la disposition des ministères et des organisations communautaires tout un éventail de ressources pour les aider à répondre aux besoins des francophones de l'Ontario.

Les données socio-économiques – un outil efficace

L'Office a préparé une série de rapports démographiques détaillés sur la population francophone de l'Ontario. Ils aideront les ministères et les organismes communautaires à communiquer avec les francophones et à planifier leurs services.

Ces rapports nous présentent la concentration de la population francophone de certaines communautés au recensement de 1986. Ils dépeignent également les quartiers de ces communautés selon l'âge, le nombre d'enfants, le niveau de scolarité, le revenu et d'autres variables sociales et économiques.

Cette année, le Théâtre du Nouvel-Ontario de Sudbury s'est justement servi de ces données pour orienter sa campagne de promotion. Le Théâtre a concentré sa publicité par correspondance, l'accrochage de ses affiches et d'autres activités de commercialisation dans les quartiers à forte proportion de francophones. Et son auditoire s'est accru de 38 pour 100.

Élargir les réseaux

Pour communiquer en français avec le public, chaque ministère a du personnel bilingue. L'Office contribue donc au maintien d'un réseau d'agents de communication bilingues.

Cette année, comme dans le passé, nous avons organisé quatre rencontres pour offrir à ces communicateurs du gouvernement des occasions de réseauter et de profiter d'expériences d'apprentissage. L'une de ces rencontres portait sur la politique de rédaction en langage simple que le gouvernement est en voie d'élaborer, alors qu'une autre abordait le défi d'arriver à joindre les citoyens d'expression française qui viennent d'immigrer.

Vous avez accès à nos ressources écrites

L'Office possède un centre de documentation garni de livres, d'études, de rapports et de matériel de référence sur la communauté francophone et les services en français en Ontario. Ce service est offert aux planificateurs des politiques gouvernementales et aux organisations communautaires qui sont à concevoir des programmes à l'intention des francophones de l'Ontario.

Cette année encore, l'Office a mis à jour l'Annuaire franco-ontarien, qui donne la liste de quelque 3 000 organisations francophones œuvrant en Ontario. Ce guide facilite les communications entre les ministères et organismes gouvernementaux et le réseau francophone.



Le comité organisateur des États généraux du théâtre franco-ontarien : Robert Marinier, Paulette Gagnon, Guy Fréchette, Brigitte Haentjens, Marc Haentjens et Michel Louis Beauchamp. Les consultations communautaires ont eu lieu grâce à la participation financière de l'Office.

Que nous réserve l'avenir ?

Un itinéraire bien calculé

Dans la foulée des progrès qu'il a réalisés en 1991-1992, l'Office se consacrera à l'atteinte de quatre grands objectifs à long terme.

Donc, nos orientations stratégiques :

- engager davantage la francophonie ontarienne dans les processus de consultation et de décisions du gouvernement de l'Ontario;
- faciliter et promouvoir l'acceptation et l'intégration des services en français dans toutes les activités du gouvernement;
- influencer le gouvernement pour que ses politiques et programmes répondent aux besoins des francophones de l'Ontario;
- favoriser la création d'infrastructures qui répondent aux besoins et aux aspirations de la communauté francophone.

L'Office se réjouit de travailler avec les ministères et les organisations francophones à donner chair à la vision d'une pleine participation des francophones à la vie sociale, économique, culturelle et politique de la province.

Annexe 1

Fonds de soutien à la communauté

Liste des projets au-dessus de 31 000 \$ pour
l'année financière 1991-1992

Association

1. FFCF (Fédération des femmes
canadiennes-françaises de l'Ontario)
2. UCFO (Union culturelle des Franco-
Ontariennes)
3. ACFO provinciale (Association canadienne-
française de l'Ontario)
4. Chambre économique de l'Ontario
5. Direction-Jeunesse
6. Radio de l'Épinette Noire Inc.
7. MICRO (Mouvement des intervenant(e)s
en radio communautaire de l'Ontario)
8. Alliance culturelle de l'Ontario
9. Réseau ontarien des services de garde
francophone
10. AIFO (Association interculturelle
franco-ontarienne)

Projet / Description

Montant

La violence démasquée – Concevoir, élaborer et diffuser des outils permettant la mise à jour et la dénonciation d'attitudes et/ou de manifestations de la violence sous toutes ses formes 72 880 \$

J'accepte de t'en parler – Parler de l'impact du dévoilement d'un abus pour une femme 50 000 \$

Colloque des experts et sommet de la francophonie – Préciser les orientations de la communauté dans les domaines suivants : Constitution, alliances politiques et économie. Rassemblement des leaders de la communauté francophone dans le but de se doter d'un plan d'intervention pour les cinq prochaines années 50 000 \$

Fonds de démarrage et forum sur la formation professionnelle – Mise sur pied de l'association. Susciter un débat public sur l'importance de la formation professionnelle comme véhicule permettant aux francophones de participer activement au dynamisme de l'économie ontarienne 50 000 \$

Projet de sensibilisation à la violence faite aux femmes – Recherche et élaboration de documents qui serviront de base de discussion à une tournée communautaire 47 928 \$

Opération Pare-Choc – Mettre en place une infrastructure nécessaire pour augmenter les revenus de la radio et accroître le rayonnement de CINN dans la communauté 41 000 \$

Fonds de démarrage – Regrouper les intervenants et les intervenantes en radio communautaire francophone pour développer des actions qui vont faire avancer le développement des radios communautaires francophones en Ontario 38 000 \$

Fonds de démarrage – Plate-forme ontarioise du développement culturel, favoriser l'émergence de stratégies culturelles collectives qui permettront aux créateurs, producteurs et diffuseurs de donner aux produits artistiques franco-ontariens la place qui leur revient 35 000 \$

Campagne de promotion et ateliers de lobbying – Campagne de promotion à l'échelon provincial des services de garde de langue française. Activité de formation prioritaire pour l'avancement du dossier des services de garde 34 500 \$

Fonds de démarrage – Organiser et regrouper les membres des communautés ethnoculturelles 31 250 \$

Annexe 2

Liste des organismes désignés entre le 1^{er} avril 1991 et le 31 mars 1992

- ACFO Rive-Nord Inc. à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires par la Garderie Petit Trésor.
- Algoma District Social Services à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
- Algonquin Nursing Home Limited à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé.
- Canadian Mental Health Association, Cornwall-Stormont, Dundas and Glengarry Branch à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé.
- Canadian Mental Health Association Timmins Branch à l'égard du programme des services à la famille et du programme d'intervention communautaire exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
- Centre parascolaire «La Clémentine» d'Ottawa à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
- Corporation de garde d'enfants du Nipissing Ouest/West Nipissing Child Care Corporation à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
- Hôpital Laurentien.
- Les Compagnons des Francs-Loisirs à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires par la Garderie Soleil.
- Nipissing Children's Mental Health Services à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
- 519179 Ontario Inc. à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé par St. Joseph Nursing Home.
- Ottawa-Carleton Regional Residential Treatment Centre à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
- The Children's Aid Society of the District of Sudbury and Manitoulin à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.

Le règlement modifie la désignation restreinte s'appliquant à l'Hôpital général de Mattawa et à l'Hôpital général de Nipissing Ouest, qui passe à désignation sans restriction.

■ Hôpital général de Mattawa/Mattawa General Hospital (Sœurs de la charité d'Ottawa/Sisters of Charity at Ottawa).

■ The West Nipissing General Hospital/Hôpital général de Nipissing Ouest.

Annexe 3

État des dépenses

État des dépenses pour l'exercice clos
le 31 mars 1992

Personnel

Salaires	1 675 360 \$
Avantages sociaux	265 346 \$
Total	1 940 706 \$

Transports et communications

Total	141 146 \$
-----------------	------------

Services

Total	881 562 \$
-----------------	------------

Fournitures et équipement

Total	59 895 \$
-----------------	-----------

Subventions

(Fonds de soutien à la communauté)

Total	1 039 500 \$
-----------------	--------------

Total des dépenses	4 062 809 \$
------------------------------	--------------

Appendix 2

List of Agencies Designated Between April 1, 1991 and March 31, 1992

■ ACFO Rive-Nord Inc. in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services by Gardene Petit Trésor.

■ Algoma District Social Services in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.

■ Algonquin Nursing Home Limited in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health.

■ Canadian Mental Health Association, Cornwall-Stormont, Dundas and Glenora Branch in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health.

■ Canadian Mental Health Association, Timmins Branch in respect of the Family Resource Centre and community outreach program.

■ Centre Parascolaire « La (Mémorine) » d'Ottawa in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.

■ Corporation de Garde d'Enfants du Nipissing (West Nipissing Child Care Corporation) in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.

■ Laurentian Hospital.

■ Les Compagnons des Francs-Loisirs in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services by (Tardette Solc).

■ Nipissing Children's Mental Health Services in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.

■ 519179 Ontario Inc. in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health by St. Joseph Nursing Home.

■ Ottawa-Carleton Regional Residential Treatment Centre in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.

■ The Children's Aid Society of the District of Sudbury and Manitoulin in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.

Appendix 3

Statement of Expenditures year ending March 31, 1992

Staffing

Salaries \$1,675,360
Benefits 265,346
Total \$1,940,706

Transportation and Communications

Total \$ 141,146

Services

Total \$ 881,562

Supplies and Equipment

Total \$ 59,895

Grants (Community Support Fund)

Total \$1,039,500

Total Expenditures \$4,062,809

The regulation changes the partial designation of Hôpital général de Mattawa and the West Nipissing General Hospital/Hôpital général de Nipissing Ouest into full designation without any restriction.

■ Hôpital général de Mattawa (Secours de la charité d'Ottawa).

■ The West Nipissing General Hospital/Hôpital général de Nipissing Ouest.

Appendix 1

Community Support Fund

List of Grants above \$31,000 for the
Fiscal Year 1991-1992

Association
1. FFCF (Fédération des femmes canadiennes-
françaises de l'Ontario)

2. UCFO (Union culturelle des Franco-
Ontariennes)

3. ACFO provinciale (Association canadienne-
française de l'Ontario)

4. Chambre économique de l'Ontario

5. Direction-Jeunesse

6. Radio de l'Épinette Noire Inc.

7. MICRO (Mouvement des intervenant(e)s
en radio communautaire de l'Ontario)

8. Alliance culturelle de l'Ontario

9. Réseau ontarien des services de garde
francophone

10. AIFO (Association interculturelle
franco-ontarienne)

Project Description	Amount
<i>Project: La violence démasquée</i> Development, production and distribution of material to increase awareness of violence against women	\$72,880
<i>Project: J'accepte de t'en parler</i> For the production of a video featuring the experiences of women when they reveal that they have been abused	\$50,000
<i>Project: Conference</i> The francophone community and the Constitution, political alliances and the economy, and a meeting of francophone community leaders to develop a five-year action plan	\$50,000
Start-up funds and forum on the need for professional development oppor- tunities to enable francophones to participate more fully in the province's economy	\$50,000
Project to increase community awareness of the issue of domestic violence by developing information material and conducting a regional tour	\$47,928
<i>Operation Pure-Choc</i> - development of a plan to increase revenue and extend broadcast reach of radio station CINN in the community	\$41,000
Start-up funds to advance the develop- ment of francophone community radio stations	\$38,000
Start-up funds for the development of a collective cultural strategy for the francophone arts community	\$35,000
Province-wide promotional campaign and workshops on the need for French language day care facilities	\$34,500
Start-up funds to bring together francophone ethnic/cultural community groups	\$31,250

Looking ahead

Future directions set

Building on the progress achieved in 1991-92, the Office will focus its efforts on four main goals over the longer term. Its strategic directions are:

- to involve the francophone community more fully in the consultation and decision-making processes of the Ontario government;
- to facilitate and promote the acceptance and integration of French language services in all government activities;
- to have an impact on government policies and programs so that they meet the needs of Ontario's francophones; and

- to support the development of structures that respond to the needs and aspirations of the francophone community.

The Office is looking forward to working with ministries and francophone organizations to realize the vision of full participation by francophones in the social, economic, cultural and political life of the province.

Sharing resources

The Office provides a variety of resources to help government ministries and community organizations respond to the needs of Ontario francophones.

Socioeconomic data – a useful tool

The Office has prepared a series of in-depth demographic reports on Ontario's francophone population. This information is available to assist government ministries and community organizations in communicating with francophones and planning services.

Based on the 1986 census, these reports indicate the concentration of francophones in specific communities. They also show neighbourhood make-up by age, number of children, education, income and other social and economic variables.

This year, Le Théâtre du nouvel Ontario in Sudbury used this data to guide its promotional campaign. Neighbourhoods with a high proportion of francophones were targeted for direct mail, posters and other marketing efforts. The result was a 38 per cent increase in the theatre's audience.

Expanding networks

Each ministry has bilingual staff who provide services to the public in French. The Office maintains a network of bilingual communications officers to assist them with their particular professional development needs.

This year, as in the past, we held four meetings to provide networking opportunities as well as learning experiences for these government communicators. One of these sessions focused on the plain language policy being developed by the government, while another looked at the challenge of reaching French-speaking people who have recently immigrated.

Print resources made accessible

The Office has a resource centre containing books, studies, reports and reference materials on the francophone community and French language services in Ontario. This facility is open to policy planners in government ministries as well as community organizations developing programs to serve Ontario francophones.

Again this year, the Office updated the Franco-Ontarian Directory, which lists some 3,000 francophone organizations in Ontario. This guidebook helps ministries and agencies contact the French-speaking community.

Organizing committee
of Les États généraux
du théâtre franco-
ontarien, Robert
Marinier, Paulette
Gagnon, Guy Fréchet,
Brigitte Haentjens,
Marie Haentjens
and Michel Louis
Beauchamp. The OEA
provided funding
for community
consultations.



promotional campaign by Alfréd College of Agriculture and Food Technology, and the development of French language services at Science North. Better Beginnings, Better Futures, which is a long term project by the Ministry of Community and Social Services to test new approaches to breaking the cycle of poverty, was also supported.

Sexual assault prevention services planned

Under the government's sexual assault initiative, funding was allocated to the Office of Francophone Affairs to develop and enhance French language services in sexual assault centres located in, or serving designated areas. This grants program is being administered by the Ministry of the Solicitor General, in cooperation with the Office of Francophone Affairs and the Ontario Women's Directorate. The Office participates actively in the Interministerial Committee on Sexual Assault chaired by the Ontario Women's Directorate.

Some of these services would include training French-speaking volunteers to provide counselling and crisis line services, developing French language materials, and translating public education and information documents. This year, sexual assault centres have been conducting needs assessments to determine local requirements. Based on the findings, these centres will prepare and carry out implementation plans over the next two years.

Culturally appropriate housing — a priority

Ontario francophones are seeking better access to social housing in a French-speaking environment and to French language services. This concern has led various organizations to call for changes in the rules for placement in specific housing units and transfer between units.

The Office supported francophone groups who formed a coalition to present their position to the government on housing issues. The Office also facilitated dialogue between the community and the Ministry of Housing to find housing alternatives that respond to francophone needs.

Under the Sexual Assault Initiative, the Office is also providing funds to francophone community groups for outreach and public awareness campaigns. In 1991-92, six community organizations, Action ontarienne contre la violence, Réseau des femmes du Sud de l'Ontario, Direction-jeunesse, Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien, Union culturelle des Franco-Ontariennes and Fédération des femmes canadiennes-françaises de l'Ontario received a total of \$230,733 for this purpose.

Strengthening the community

The Office supports non-profit initiatives, fosters the development of community organizations and encourages networking among francophone organizations. It works to strengthen the community so francophones can realize their aspirations.

Grants sustain non-profit projects

In 1991-92, the Office's Community Support Fund awarded grants totalling \$1,039,500 to 95 non-profit projects to improve French language services or strengthen francophone communities.

A grant enabled le Cercle Afro-Canadien de l'Ontario in Toronto to establish a monthly newsletter for African-Canadians. Launched in July, 1991, *Africana* covers political affairs in Canada and Africa, the cultural scene, community events and social issues.

The government fund also provided a start up grant to the Association interculturelle franco-ontarienne, which serves as a voice for the multicultural francophone community. The association includes members originally from Haiti, Zaire, Morocco, Sudan, Tunisia, Senegal, Lebanon and other French-speaking countries. The grant helped with the initial organizing activities, including hiring a full-time co-ordinator and holding a consultation meeting to plan future projects.



The Minister Responsible for Francophone Affairs, Gilles Poulhott (in the centre), with leaders of the Association interculturelle francophone de l'Ontario.

Federal-provincial support continues

In addition, the Office helped La Chambre économique de l'Ontario plan a major conference on francophone training needs, scheduled for April, 1992 in Ottawa — the first province-wide event organized by this new francophone business group. The organization's mandate is to foster economic development within the francophone community. As a member of the conference planning committee, the Office worked to involve other ministries in the project, and provided financial assistance for the event.

The federal and provincial governments are sharing the costs of projects developed by Ontario ministries to improve their delivery of French language services. 1991-92 was the fourth year of the five year Canada-Ontario Agreement on the Promotion of Official Languages.

This year, 18 projects by ten ministries received federal support totalling \$1.6 million, while the province contributed a further \$2.5 million. The Office of Francophone Affairs co-ordinates Ontario's participation in this initiative. Among the projects funded this year were the translation of provincial regulations by the Ministry of the Attorney General, a

Taking a government-wide overview

The Office monitors French language services from a government-wide perspective. This unique vantage point enables the Office to evaluate the overall impact of French language services and highlight trends and issues that require action.

To foster government-wide co-operation, the Office convened a meeting of French language services co-ordinators from all ministries and helped organize two forums. These events provided valuable opportunities to exchange information and discuss issues. Every year, the Office reviews the status of French language services in all ministries, including ministries' human resources plans. This year, the Office developed a human resources database which will help improve the evaluation of the quality of French language services provided by ministry personnel. The database will help improve the Office's monitoring function. It will generate statistics that can serve as the basis for advice on the status of French language services across government.

New options for delivering French language services

Many Ontario government ministries and agencies are introducing alternatives to delivering public services themselves. These alternative modes of service delivery are intended to increase efficiency, build partnerships and create opportunities for public participation.

The new options include arrangements with other levels of government and joint ventures with organizations outside government to deliver services to the public. Another alternative is the sharing of government responsibilities through partnerships or co-sponsored projects with non-governmental bodies.

Where these alternatives are adopted, the right to services in the French language must be maintained. Access to services in French, as well as standards of quality, must be met regardless of how public services are delivered. After consultation with ministries, the Office issued guidelines on French language requirements where government services are provided through non-governmental bodies. This document sets out general principles to be applied and interpreted on a case by case basis.

French language education governance

In 1990, the Ontario Government appointed the French Language Education Governance Advisory Group to provide advice on the issues of French language school governance and the establishment of additional French language school boards in Ontario. The group's report recommended the creation of local, area and regional French language school boards to cover all French-speaking students in the province, and proposed a series of changes in education financing arrangements.

The Office consults regularly with the Ministry of Education to examine options as the government considers the advisory group's recommendations.

In addition, the Office brings the francophone community's point of view to discussions as a member of the interministerial committee reviewing the whole issue of education finance.

Independent board to manage training

The government has announced plans to establish an independent Ontario Training and Adjustment Board (OTAB) to manage job training and worker adjustment programs. The Office of Francophone Affairs is represented on the OTAB interministerial committee. It has provided the government with advice both on the content of the OTAB proposals and on communications with the francophone community.

An extensive consultation process began in late 1991 with the release of a discussion paper on the government's proposals. A francophone steering committee – with members from francophone business, labour, trainers and educators, women and racial minorities – was established to co-ordinate francophone participation in the consultations.

Prior learning assessment

The Office is also participating in an inter-ministerial committee on the Canada/Ontario Labour Force Development Agreement signed in the fall of 1991. This agreement outlines how the two levels of government will work together to develop skills for employment in Ontario. The Office advises the committee on what types of training and adjustment programs will meet the needs of francophones to help them participate more fully in Ontario's labour force.

Prior learning assessment is a concept under which informal learning experiences, such as volunteer work, child care in the home or self-taught skills, would be considered as credits toward a community college program. Such a system would give many adults – including francophones – a head start in college programs, and should encourage enrolment. The Office sits on an interministerial committee to offer advice on francophone needs in this area.

Francophone cultural policy

In April, 1991, the Ministry of Culture and Communications established a community-based working group on the cultural life of French-speaking Ontarians. This group held consultations across the province and submitted its recommendations in September. Subsequently, an advisory committee was appointed to prepare an action plan for implementing a cultural policy that will better respond to the needs of francophones. The Minister Responsible for Francophone Affairs and the Minister of Culture and Communications co-chair this committee. Group members representing the visual and performing arts, publishing, cultural centres, youth groups and racial minorities, as well as government, will advise the ministers on the development of a specific action plan to implement a cultural policy for Ontario's francophones.

Advising the government

One of the key roles of the Office is to advise the provincial Cabinet and ministers on program and policy developments concerning francophone affairs, and to assist ministers as they deliver French language services.

More agencies guarantee services in French

Many services are offered to the public through government-funded agencies such as hospitals, nursing homes and counselling centres. These agencies can be designated under the *French Language Services Act* if they make a commitment to provide their services in French. Designation gives the francophone community a guarantee of permanent access to quality services.

To obtain designation, agencies must show that they have the commitment and capability to deliver high quality, accessible French language services on a permanent basis. In addition, agencies must have French-speaking representation at the board and management levels, so that concerns of the francophone community can be addressed.

The Office of Francophone Affairs reviews the proposed agency designations submitted by various ministers and advises Cabinet if criteria have been met. On the Office's recommendation, Cabinet passes a regulation to designate the agencies.

This year, the government designated 13 more public service agencies, bringing the total to 84, and two hospitals were changed from partial designation to full designation covering their complete range of services.

The newly designated agencies are located in northern and eastern Ontario and are funded by the Ministry of Health and the Ministry of Community and Social Services. See Appendix 2 for a listing of the 1991-92 designations.

The agencies added this year include Laurentian Hospital, a major 354-bed health care facility in Sudbury, and Algoma District Social Services, the first social services board designated. Also this year, the first two nursing homes were designated under the Act.

French-speaking professionals needed

The Office chairs the Interministerial Committee on the Shortage of French-speaking Professionals. This group is working towards increasing the number of francophone professionals in areas where they are needed: health, science, social services and engineering. The committee is considering training, retraining and recruitment issues, as well as ways to encourage francophone professionals to work in northern Ontario and other underserved areas.

Dialogue on constitutional issues

The Minister Responsible for Francophone Affairs has created a Francophone Group on the Constitution to provide a forum for on-going dialogue with the francophone community in order to advise the government on the interests of French-speaking Ontarians in the constitutional debate. The Office also invited francophones to take part in the constituent assembly organized by the legislature's Select Committee on Ontario in Confederation in October 1991.

New community colleges

Following the success of Ontario's first French language college of applied arts and technology, La Cité collégiale in Ottawa, the provincial government recently endorsed recommendations for two new francophone colleges, in northern and central/southwestern Ontario, respectively. The Office of Francophone Affairs participates in the interministerial committee on the French language college initiative and is working closely with the Ministry of Colleges and Universities on this issue. The ministry is also currently negotiating with the federal government for financial assistance which is essential to establish the proposed colleges.

Advertising campaigns build awareness

Since government-wide French language services are relatively new, it will take time for the community to make full use of them. This year, the Office ran its third media and public relations campaign to promote the use of provincial French language services.

"Passe le mot! En français, l'Ontario a ce qu'il faut!" ("Pass the word: In French, Ontario has what it takes!") was the message delivered through television, radio and newspaper advertising in the fall of 1991. Franco-phone community radio stations were also used as a communications channel this year.

To support the media campaign, various promotional tools such as posters and calendars were distributed, and a number of public relations events were organized with the support of francophone community groups.

Reaching out to Ontario's regions

The Office made a special effort this year to further develop its ties with francophone communities outside the major population centres.

The executive director of the Office held six regional meetings with senior public servants to review plans to designate health and social services agencies under the *French Language Services Act*. These meetings were held in Windsor, Welland, St. Catharines, Sault Ste. Marie, Hamilton and Kingston.

In addition, staff members from the Office travelled to the northeastern Ontario city of Kirkland Lake, the Longlac area in the north-west and the Welland area in the south. One goal was to increase awareness of the availability of government services in French. Another was to obtain a local viewpoint on French language services and other issues. Staff members visited senior citizens' centres, schools and cultural centres and shared community concerns with the relevant ministries upon their return.

Customer feedback

If people are dissatisfied with the government's French language services, they have a right to file a complaint under the *French Language Services Act*. The Minister is authorized to investigate and respond to complaints. Deputy ministers also share responsibility under the Act for the availability and quality of the French language services provided by their ministries.

In 1991-92, the Office received a total of 281 complaints, compared with 298 in 1990-91. This year's complaints covered five categories: publications, telephone services, correspondence, counter services and other. The complaints system connects the provincial government and the francophone community. It provides valuable feedback which helps ministries to continually improve French language services as part of the government's commitment to excellence in customer service.



OFA's Executive Director, Rémy M. Beauregard, Assistant Grants Officer, at the Office's kiosk during the Franco-Ontarian Festival in Ottawa.

Employment equity

While francophones are a designated group under the current employment equity policy covering the Ontario Public Service, they have not been identified as a designated group for the government's broader public-sector and private-sector policy.

The Office of Francophone Affairs and the newly-appointed Employment Equity Commissioner encouraged francophones to take part in the province-wide consultation process. Over 40 groups and individuals presented oral and written submissions at consultation sessions held in French in Sudbury, Timmins, Ottawa and Toronto. Through a grant from the Office's Community Support Fund, the Association canadienne-française de l'Ontario helped francophone representatives prepare for the employment equity public hearings held in various communities. The Office also commissioned two research projects to provide additional data on the francophone community.

In addition, the Office established the Ontario Public Service Francophone Reference Group, which presented a written submission to the Employment Equity Commissioner on the proposed new legislation. The Office also worked with other ministries to implement employment equity within the Ontario Public Service by participating on committees dealing with workforce planning and employment systems review.

Community involved in strategic planning

For the first time, the francophone community participated in the Office's strategic planning process. A cross-section of the community attended three meetings in Toronto, Sudbury and Ottawa in December, 1991 and January, 1992. Teachers, child care workers, clergy, senior citizens and representatives of major francophone organizations were among the participants. The purpose of the meetings was to help the Office review what it does, why it does it, and what it should do in the future. This feedback proved extremely valuable in helping the Office establish priorities. For example, the meetings helped increase government awareness of the particular needs of francophones from different cultural backgrounds. The Office also brought its government partners into the process by consulting with senior staff from several ministries. It intends to release the strategic plan to the public and hold a series of information sessions in 1992-93.



Denis Bertrand of the OPA with Jocelyne Blais-Breton, French language services coordinator, Welland (General Hospital) and Joëlle Lamarche, community development officer, ACHO-Niagara at a presentation on the French Language Services Act at Ecole Général Vanier de Welland.

Providing a bridge between government and community

The Office of Francophone Affairs links the provincial government with the francophone community. It informs francophones about government programs, policies and activities and communicates their views and concerns to Cabinet and ministries.

Ensuring francophone participation

The Ontario government invited the public to provide input into its 1991-92 agenda, including such initiatives as the provincial Budget, labour relations reform, a new skills training system and fair taxation. People were asked to participate through public meetings, discussion groups, individual sessions or written submissions. A toll-free telephone line was set up to provide information on how to get involved.

Through advertisements in local newspapers, through the Office's newsletter *At a Glance/Comp d'œil* and through other outreach activities, the Office facilitated francophone community participation in the government's consultation process. This participation helps to ensure that concerns voiced by francophones are considered when government policies are developed.

The government also encouraged people to seek nomination to provincial agencies, boards and commissions. As a result, the Office sent a guide listing available positions to over 600 francophone organizations so they could inform their members of these opportunities. In meetings with various groups, the Office emphasized that nomination to these bodies is an important way for francophones to take part in government decision-making.

Francophones also took part in consultations on other important social issues which affect their daily lives, such as long-term care, employment equity and child care.

Long-term care planning under way

Child care consultation begins

The Minister Responsible for Francophone Affairs is a member of the Steering Committee on Child Care Reform. French language child care gives children the language skills and cultural awareness necessary to combat assimilation and make a smooth transition to the French language elementary school system.

The francophone consultation paper expressed francophone concerns with respect to improved access and greater equity in child care services.

A wide-ranging consultation process on child care reform involved 24 local meetings. Five of the 24 local meetings were held in French, as was one round table discussion. The public was also invited to provide written comments on the government's proposal.

The Office provided a \$14,000 grant to the Réseau ontarien des services de garde francophones to develop a position paper and prepare the francophone community for its participation in the child care consultation.

Office of Francophone Affairs:

who we are – what we do

The Office of Francophone Affairs provides the Ontario government with expert advice and guidance on French language services and relations with the francophone community.

The Office has three branches.

The Communications and Community Relations Branch encourages two-way communication between the government and the francophone population. It urges francophones to exercise their right to receive government services in French, and also strengthens francophone communities through the Community Support Fund and various initiatives.

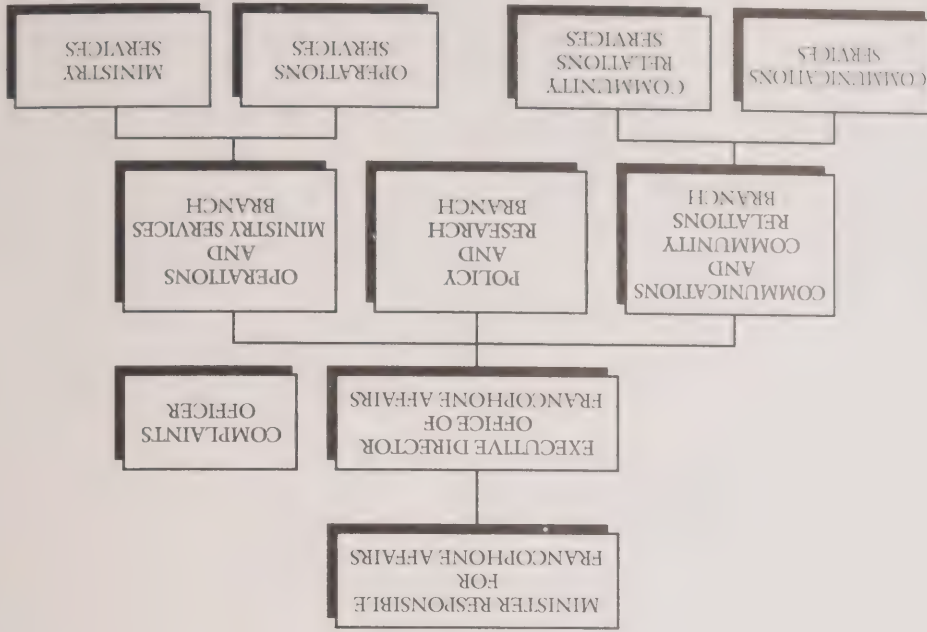
The Policy and Research Branch reviews cabinet submissions prepared by ministries to determine the potential impact on the francophone community and works with ministries to ensure that government policies and programs respond to francophone needs. The Branch also conducts or commissions research on economic, social and cultural issues.

The Operations and Ministry Services Branch assists ministries to maintain, expand and refine their French language services. The branch monitors the implementation of French language services across government and works with ministries to ensure that corrective action is taken when necessary. The branch also carries out the Office's internal administrative functions.

In addition, the Office has the responsibility to receive complaints regarding the quality of provincial government services in French. In fulfilling their mandates, the branches together play four key roles:

- providing a bridge between the government and the community
- advising the government
- strengthening the community
- sharing resources.

Highlights of the Office's achievements in carrying out these roles in 1991-92 are outlined in the following pages.



Ontario's francophone community

The French presence in Ontario dates back to 1639. Today, more than 350 years later, Ontario's 543,000 francophones form the largest French-speaking community outside Quebec. While most Ontario francophones are of European descent, the community is gradually evolving into a multicultural society whose members come from all parts of the world.

The French Language Services Act, 1986

The *French Language Services Act, 1986* was passed by the Legislative Assembly of Ontario in November 1986. The Act guarantees the right to receive provincial government services in French in designated areas of the province. The legislation took effect in November 1989 after a three year implementation period.

The 22 areas designated under the Act include areas where francophones make up at least 10 per cent of the local population, urban centres where they number at least 5,000 and areas previously designated. Under the Act, services are available in French and English at the head office of provincial ministries – as well as from offices located in or serving designated areas. Services range from vehicle licensing bureaus to land registry centres and to farm business advice. The Act also applies to some public service agencies as hospitals, group homes and children's aid societies – if they are designated by the government for this purpose.

French Language Services Act, 1986 – Designated Areas

Municipality of District

Area

- 1 Municipality of Metropolitan Toronto.
- 2 Regional Municipality of Hamilton-Wentworth. City of Hamilton.
- 3 Regional Municipality of Niagara.
- 4 Cities of: Port Colborne and Welland.
- 5 Regional Municipality of Ottawa-Carleton.
- 6 City of Mississauga.
- 7 Regional Municipality of Peel.
- 8 Regional Municipality of Sudbury.
- 9 County of Windsor.
- 10 Townships of: Belle River and Tecumseh.
- 11 Townships of: Anderton, Colchester North, Maidstone, Sandwich South, Sandwich West, Tilbury North, Tilbury West and Rochester.
- 12 County of Kent.
- 13 Townships of: Dover and Tilbury East.
- 14 County of Prescott.
- 15 City of Pembroke.
- 16 Townships of: Stafford and Westmeath.
- 17 County of Russell.
- 18 Town of Penetanguishene.
- 19 Townships of: Tiny and Essa.
- 20 County of Stormont.
- 21 District of Algonquin.
- 22 District of Cochrane.
- 23 District of Kenora.
- 24 District of Nipissing.
- 25 District of Sudbury.
- 26 District of Thunder Bay.
- 27 Towns of Geraldton, Longlac and Marathon.
- 28 Townships of: Manitouwadge, Beardmore, Nakina and Terrace Bay.
- 29 District of Timiskaming.



Executive Director's message



The year 1991-92 was one of extensive public involvement in government decision-making. The Ontario government actively sought public input on the major challenges facing the province - from long-term care, to skills training, to tax reform.

As a top priority, the Office of Francophone Affairs encouraged the francophone community to take advantage of these opportunities to shape government policy and programs. OFA staff and I met personally with many groups to explain how the various consultation processes work and to urge people to take part. If francophones expect government programs to respond to their needs, they must speak out and express their views during the planning stages.

This Office remains committed to the continuous improvement of the French language services provided by the Ontario government. Following the three-year implementation period that ended in November 1989, some gaps in services remained. We have worked with ministries to achieve steady progress toward the goal of full compliance of the *French Language Services Act*.

The government devoted much attention this year to helping and protecting the most vulnerable people in our society, such as children, senior citizens, persons with disabilities and victims of sexual assault. The Office co-operated with the responsible ministries to ensure sensitivity to the needs of French-speaking members of these groups.

This year we brought the Office closer to its customers, the francophone community of Ontario, through visits and consultations in various parts of the province. As executive director, I participated in six regional meetings to review plans for the designation of health and social services agencies under the Act. In addition, staff of the Office travelled to northeastern and northwestern Ontario and to the Niagara area to discuss local concerns. We held three community meetings as part of our strategic planning process, the first time the Office has involved the public in this exercise. And we presented our proposed strategic plan to several ministries to obtain feedback from the perspective of our government clients as well.

This Office is only as strong as the relations it maintains with government staff, on the one hand, and members of the francophone community, on the other. I thank both groups for their support in 1991-92, and I look forward to renewed partnerships in the years ahead.

Remy M. Beauregard
Executive Director

Minister's Message

In 1991-92, the second year of my mandate, I continued to travel around the province to meet francophone groups and individual citizens. Since September 1990, when our government was elected, I have met more than 80 groups.

Openness and consultation remain the basic principles of our government. This year we held public consultations on a range of different topics – the Constitution, employment equity, the provincial budget and many others. The Office of Francophone Affairs worked to encourage the francophone community to participate in the various consultations that took place across Ontario.


A key goal of our government is to launch projects and programs on which the francophone community can build. We want our initiatives for francophones to reflect an understanding of their specific needs.

To put this principle into practice this year, I met with several Cabinet colleagues to discuss key issues. In these conversations I expressed the views of the francophone community on the planned redirection of long-term care, the recommendations of the French Language Education Governance Advisory Group, the proposed child care reform and the creation of two new French language community colleges, among other issues.

I also co-chair the advisory committee on the development of a francophone cultural policy established by my colleague, the Minister of Culture and Communications. With respect to minority language rights at the national level, I chair a committee of francophone community representatives which is providing the government input on francophone concerns in the Constitutional reform process. Our government is committed to the on-going development of French language services because we believe in protecting the rights of our official language minority.

During the year, the Office of Francophone Affairs continued to ensure that the *French Language Services Act* is respected. We appreciate the co-operation of our colleagues across government in many joint activities.

In the year ahead, we will maintain our commitment to the government-wide delivery of quality French language services. We will also keep up the effort to ensure an effective government response to the needs of Ontario's francophone residents.



Gilles Pouliot
Minister Responsible for Francophone Affairs



Letter to the Lieutenant Governor Of Ontario



Ministre
Responsable for
Francoophone Affairs
Ministre
délégué aux
Affaires francophones
Mowat Block, 4th Floor
Queen's Park
Toronto, Ontario
M7A 1C2
(416) 327-9200
Fax (416) 327-9188
Edifice Mowat, 4^e étage
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 1C2
(416) 327-9200
Télécopieur (416) 327-9188

To the Honourable Henry N.R. Jackman

Lieutenant Governor of the Province of Ontario

Dear Sir:

I take pleasure in presenting to you, and to the Legislative Assembly of Ontario, the Annual Report of the Office of Francophone Affairs for the period commencing April 1, 1991 and ending March 31, 1992.

Respectfully,

Gilles Pouliot
Minister

Table of Contents

Letter to the Lieutenant Governor of Ontario	2
Minister's Message	3
Executive Director's Message	4
Ontario's francophone community	5
Office of Francophone Affairs	6
Providing a bridge between government and community	7
Advising the government	10
Strengthening the community	13
Sharing resources	15
Looking ahead	16
Appendix 1	17
(List of grants above \$31,000)	
Appendix 2	18
(List of designated agencies)	
Appendix 3	18
(Statement of expenditures)	



Office of Francophone Affairs
Mowat Block, 4th Floor
900 Bay Street
Toronto, Ontario M7A 1C2
Tel: (416) 325-4949
Toll-free: 1-800-268-7507
TDD: 325-0017

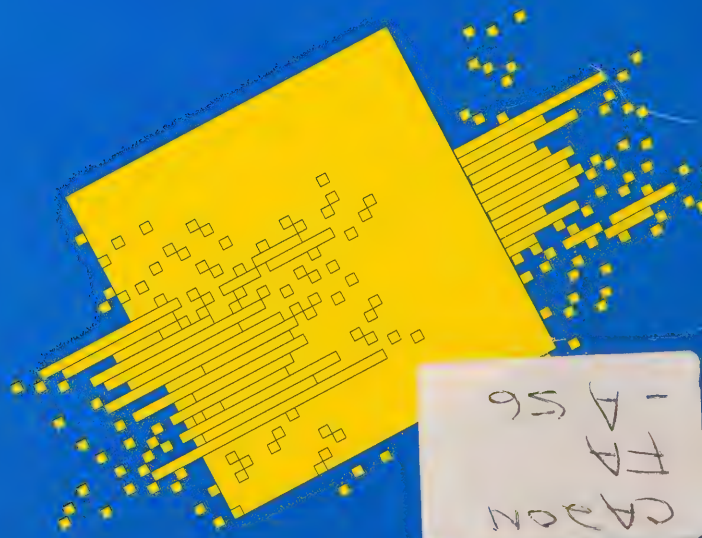
ISSN 0832-7262
February 1993

PRINTED ON
RECYCLED AND
RECYCLABLE PAPER



ANNUAL REPORT 1991-1992

OFFICE OF
FRANCOPHONE
AFFAIRS



CAADON
FA
-A 56

